

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : DGA / CV -
Médecine du travail pour les salariés de
droit privé Régie eau potable et Régie
assainissement des eaux usées -
Convention

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.173

Date de la convocation :
Le 12/11/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **28 NOV. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **-2 DEC. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 18 novembre 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 18 novembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie BENASSAYAG, Christophe ETORE à Martine BONNEAU, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Anne-Marie DUMONT à Nathalie DEPETRIS

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, Claudine MAURY, Yves DAHAN, Béatrice VIGNOLO, Barbara LANCE, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Patrice COLOMB-PONTOIRE, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Par délibération n°CC.2019.136 en date du 14 octobre 2019, le Conseil Communautaire a approuvé la création d'une régie à simple autonomie financière pour la gestion du service public de l'assainissement des eaux usées sur une partie du territoire de la C.A.S.A.

Par délibération n°CC.2019.137 en date du 14 octobre 2019, le Conseil Communautaire a approuvé la création d'une régie à simple autonomie financière pour la gestion du service public de l'eau potable sur une partie du territoire de la C.A.S.A.

La loi n°2016-1088 en date du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, complétée par le décret n°2016-1908 en date du 27 décembre 2016 relatif à la modernisation de la médecine du travail, met en place « un suivi individuel de l'état de santé des salariés par les professionnels de santé : médecins du travail, collaborateurs médecins, internes en médecine, infirmier(e)s du travail ».

En effet, obligatoire dans toutes les entreprises, la surveillance médicale des salariés est confiée à des services dits de santé au travail. Les règles relatives aux services de santé au travail s'appliquent aux employeurs de droit privé et aux établissements publics, y compris les établissements publics administratifs, employant du personnel dans des conditions de droit privé.

Le Code du Travail détermine deux types de suivi individuel :

- Le suivi individuel (SI) pour tout travailleur qui bénéficie d'une visite d'information et de prévention réalisée par un professionnel de santé selon une périodicité qui ne peut excéder cinq (5) ans. Le suivi individuel peut être adapté (SIA) pour tout travailleur dont l'état de santé, l'âge, les conditions de travail ou les risques d'exposition professionnelle auxquels il est exposé le nécessitent. Ce travailleur bénéficie d'une visite d'information et de prévention réalisée par un professionnel de santé selon une périodicité qui n'excède trois (3) ans.
- Le suivi individuel renforcé (SIR) pour tout travailleur affecté à un poste présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité ou pour celles de ses collègues ou des tiers évoluant dans l'environnement immédiat de travail, qui bénéficie d'une visite médicale effectuée par le médecin du travail selon une périodicité qu'il détermine et qui ne peut excéder quatre (4) ans. Une visite intermédiaire est effectuée par un professionnel de santé au plus tard deux (2) ans après la visite avec le médecin du travail.

Le suivi et la surveillance médicale de l'état de santé au travail des personnels de droit privé des régies « approvisionnement en eau potable » et « assainissement des eaux usées – collectif et non collectif », dont les codes NAF délivrés par l'INSEE sont respectivement 410Z et 900A, relèvent donc de la compétence de l'AMETRA-06 (Alpes-Maritimes).

Cette association régie par la Loi 1901 à but non lucratif a été créée pour répondre à l'obligation réglementaire faite aux employeurs d'organiser la surveillance médicale des salariés par la loi du 11 octobre 1946. Elle a pour mission exclusive d'éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail. A cette fin, elle conduit les actions de santé au travail dans le but de :

- Préserver la santé physique et mentale des travailleurs, tout au long de leur parcours professionnel ;
- Conseiller les employeurs, les travailleurs et leurs représentants sur les dispositions et mesures nécessaires afin d'éviter ou de diminuer les risques professionnels, d'améliorer les conditions de travail, de prévenir la consommation d'alcool et de drogue sur le lieu de travail, de prévenir ou de réduire la pénibilité au travail et la désinsertion professionnelle et de contribuer au maintien dans l'emploi des travailleurs ;

- Assurer la surveillance de l'état de santé des travailleurs en fonction des risques concernant leur sécurité et leur santé au travail, de la pénibilité au travail et de leur âge ;
- Participer au suivi et contribuer à la traçabilité des expositions professionnelles et à la veille sanitaire.

D'une part, et conformément à l'article L. 4622-6 du Code du travail, les dépenses afférentes aux services de santé au travail sont à la charge de l'employeur et réparties proportionnellement au nombre et aux catégories de salariés.

Les dépenses occasionnées à ce titre seront couvertes par une ouverture de crédits sur le budget annexe « approvisionnement en eau potable » pour les salariés de la régie « approvisionnement en eau potable » et sur le budget annexe « assainissement des eaux usées – collectif et non collectif » pour les salariés de la régie « assainissement des eaux usées – collectif et non collectif », dès l'année 2020.

Elles se décomposent comme suit :

- Le droit d'entrée de 16 € HT par salarié, perçu une seule fois à l'adhésion ;
- Le tarif de cotisation annuelle SI/SI/SIR de 73 € HT par salarié, pour un effectif de 1 à 10 salariés ou de 76 € HT pour un effectif de 11 à 49 salariés ;
- Le tarif pour une visite d'embauche de 55 € HT par salarié nouvellement embauché.

Ces tarifs sont amenés à évoluer chaque année, ceux visés ci-dessus ont été déterminés pour l'année 2019.

D'autre part, et conformément au Règlement Intérieur AMETRA06, tout employeur devenant membre de l'association est tenu de désigner un représentant, personne physique, et de prévenir le conseil d'administration de tout changement éventuel concernant cette désignation.

Enfin, la convention d'adhésion, dont la prise d'effet sera fixée à réception de la demande d'adhésion via le site internet www.espace-adherent.ametra06.org , est conclue pour une année civile et renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser l'ouverture des crédits nécessaires à l'adhésion à l'association AMETRA06 sur le budget de la Régie à Autonomie Financière « Eau Potable » pour l'année 2020 et les exercices suivants ;
- d'autoriser l'ouverture des crédits nécessaires à l'adhésion à l'association AMETRA06 sur le budget de la Régie à Autonomie Financière « Assainissement » pour l'année 2020 et les exercices suivants ;
- de désigner les Directeurs respectifs des deux régies susvisées comme représentants à l'association ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer électroniquement les deux conventions d'adhésion à l'association AMETRA06, dont le règlement intérieur et les statuts sont joints en annexe à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'autoriser l'ouverture des crédits nécessaires à l'adhésion à l'association AMETRA06 sur le budget de la Régie à Autonomie Financière « Eau Potable » pour l'année 2020 et les exercices suivants ;
- d'autoriser l'ouverture des crédits nécessaires à l'adhésion à l'association AMETRA06 sur le budget de la Régie à Autonomie Financière « Assainissement » pour l'année 2020 et les exercices suivants ;
- de désigner les Directeurs respectifs des deux régies susvisées comme représentants à l'association ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer électroniquement les deux conventions d'adhésion à l'association AMETRA06, dont le règlement intérieur et les statuts sont joints en annexe à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 18 novembre 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REGLEMENT INTERIEUR



MODIFIE ET APPROUVE LORS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 JUIN 2018

ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent règlement intérieur est établi en application de l'article 26 des statuts. Il complète ces derniers en traitant les divers points non précisés dans les statuts.

ARTICLE 2 - ADHESION

Peut adhérer à l'AMETRA06 tout employeur, personne physique ou morale, remplissant les conditions prévues à l'article 6 des statuts en vue du suivi de son entreprise et de ses salariés au titre de la santé au travail, tel que défini par la législation en vigueur. Seules les entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics et du secteur agricole ne peuvent adhérer à l'association. Sauf avis contraire de la DIRECCTE, le service de santé au travail ne peut s'opposer à l'adhésion d'une entreprise relevant de sa compétence.

Un bulletin d'adhésion (un par entreprise, sauf cas particuliers) dont le modèle est établi par l'AMETRA06, est adressé à tout employeur qui en fait la demande. Il comporte notamment tous les renseignements concernant l'entreprise, ses établissements, ses effectifs salariés et leurs catégories professionnelles - en particulier ceux qui relèvent d'un suivi individuel adapté (SIA) ou renforcé (SIR) - et les risques professionnels auxquels ils sont exposés. Lors de la demande d'adhésion, l'employeur reçoit avec la grille des cotisations un document détaillant les contreparties individualisées de l'adhésion.

En signant le bulletin d'adhésion, l'employeur s'engage à respecter les obligations qui résultent des statuts et du présent règlement intérieur de l'AMETRA06, ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires de la santé au travail. L'adhérent s'engage à ne pas débaucher le médecin du travail qui lui a été affecté sous peine d'être redevable d'une année de cotisation.

L'adhésion peut être formulée à toute époque de l'année. Elle ne prend effet qu'à compter de la réception, en retour, du bulletin d'adhésion dûment renseigné, signé et impérativement accompagné du règlement des droits d'entrée par salarié et de la cotisation pour l'année en cours.

L'adhérent reçoit alors une facture d'adhésion et un exemplaire du bulletin d'adhésion dûment signé, lui permettant de justifier de la régularité de sa situation vis-à-vis de la santé au travail auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

L'adhésion est acquise sans limitation de durée et reconduite tacitement d'année en année.

Compte tenu de la nature particulière de l'adhésion à un service de santé au travail interentreprises, l'adhérent ne peut opposer à l'AMETRA06 les conditions qu'il impose habituellement à ses fournisseurs (notamment s'agissant des délais de règlement ou modalités de transmission des factures).

ARTICLE 3 - DEMISSION

Sauf dans les cas de cession, cessation ou de fusion, la démission doit être donnée au plus tard le 30 septembre de chaque année civile pour prendre effet le 31 décembre.

Toute démission donnée postérieurement à cette date obligera l'adhérent démissionnaire à rester jusqu'au 31 décembre de l'année suivante et l'obligera également à toutes les charges et conditions des statuts de l'AMETRA06, notamment au paiement des cotisations.

Le bureau du Conseil d'administration pourra éventuellement examiner les cas particuliers.

Un adhérent qui n'emploie plus de personnel doit immédiatement informer le service de cette situation par lettre recommandée avec accusé de réception et

demande l'arrêt des prestations, ce qui ne le dispense pas toutefois du paiement de la cotisation annuelle et des factures complémentaires éventuellement dues. Le dossier sera mis en instance jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. A cette échéance, la radiation deviendra effective sauf déclaration expresse de nouvelle embauche par l'employeur.

ARTICLE 4 - RADIATION

La radiation prévue à l'article 9 des statuts peut être également prononcée pour :

- Non paiement des cotisations ou de factures dues.
- Inobservation des statuts ou non respect du règlement intérieur de l'AMETRA06.
- Refus de fournir les informations nécessaires à l'exécution des obligations en santé au travail.
- Opposition à l'accès aux lieux de travail.
- Obstacle au contrôle des éléments de calcul des cotisations.

Toute radiation prononcée par l'AMETRA06 fera l'objet d'une information à la DIRECCTE.

ARTICLE 4 Bis - READHESION

Toute nouvelle adhésion, après une démission ou une radiation, donne lieu à paiement du droit d'entrée défini à l'article 6 du présent règlement intérieur. Tout employeur qui aura démissionné pour un motif autre que l'absence de personnel salarié ou qui aura été radié une fois ne pourra obtenir à nouveau la qualité d'adhérent qu'après étude de son dossier par le Conseil d'administration et sous certaines conditions définies au cas par cas.

Au minimum, après une démission ou une radiation de l'AMETRA06, l'employeur devra bien sûr s'acquitter des dettes éventuelles, remplir à nouveau un bulletin d'adhésion, verser les droits d'entrée par salarié, et bien évidemment la cotisation de l'année en cours.

ARTICLE 5 - DECLARATION DES EFFECTIFS

Dans toutes les entreprises ou établissements, l'employeur, après avis du médecin du travail, adresse chaque année au Président de l'AMETRA06 une déclaration portant sur le nombre et la catégorie des salariés à surveiller et les risques professionnels auxquels ils sont exposés. Cette déclaration s'effectue sous la responsabilité de l'employeur.

ARTICLE 6 - PARTICIPATION AUX FRAIS D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT

Tout adhérent est tenu de payer :

- Un droit d'entrée exigible lors de l'adhésion.
- Une cotisation annuelle pour chacun des salariés.
- Une participation relative aux frais de relance des salariés re-convoqués.
- La participation pour la première visite d'un salarié embauché dans l'entreprise quels que soient son statut, la nature de son contrat, la durée de la présence prévisible.
- Des frais éventuels de dossiers de recouvrement.

ARTICLE 7 - DROIT D'ENTREE ET AUTRES FRAIS

Les montants du droit d'entrée et des frais de dossiers de recouvrement sont déterminés par le Conseil d'administration.

ARTICLE 8 - COTISATIONS

Conformément à l'article L. 4622-6 du Code du travail, les dépenses afférentes aux services de santé au travail sont à la charge des employeurs et réparties proportionnellement au nombre et aux salariés.

Chaque année, le Conseil d'administration fixe le montant des cotisations pour chaque catégorie d'adhérents.

Le taux de cotisation est tel qu'il permet à l'AMETRA06 de faire face à ses obligations en ce qui concerne les frais d'organisation et de fonctionnement ainsi que le nombre et la quantité des prestations dues aux adhérents.

La cotisation annuelle couvre l'ensemble des charges (résultant de la mise à disposition des adhérents des moyens humains et matériels de l'AMETRA06) nécessaires à l'exécution des missions des médecins du travail, des intervenants en prévention des risques professionnels – I.P.R.P.- tels que les examens médicaux (à l'exclusion des visites d'embauche et certains examens particuliers) et les actions en milieu de travail.

Le montant de la cotisation due par chaque adhérent est fixé en tenant compte du nombre de salariés inscrits à l'AMETRA06.

Par dérogation, les cotisations peuvent être définies différemment notamment pour les catégories particulières de travailleurs visés par le Code du travail ou par des accords de branches spécifiques en santé au travail (salariés des particuliers employeurs, salariés temporaires, etc.)

L'AMETRA06 doit être en mesure de contrôler l'exactitude des déclarations des adhérents sur la base desquelles le montant de la cotisation a été calculé.

ARTICLE 9 - BORDEREAU DE COTISATION

Le bordereau annuel de cotisation est calculé par l'adhérent en application des règles en vigueur fixées par le Conseil d'administration, pour l'année considérée. Pour le bon fonctionnement de l'AMETRA06, les adhérents doivent impérativement retourner le bordereau annuel de cotisation à la date limite indiquée sur le bordereau.

Lors d'adhésion nouvelle en cours d'année, le droit d'entrée et le montant de la cotisation sont exigibles dès l'adhésion à l'AMETRA06.

Il est d'ailleurs dans l'intérêt même de l'adhérent de s'acquitter rapidement du montant de sa cotisation afin de satisfaire à la réglementation en santé au travail.

Il ne pourra y avoir de contestations après paiement de la cotisation.

Le bordereau de cotisation est conservé par l'employeur à titre de reçu pouvant être produit à l'inspecteur du travail sur demande de celui-ci.

Si une contestation doit être soulevée, elle est formulée par écrit dans le délai de 2 mois à compter de la date d'échéance mentionnée sur la facture, passé ce délai aucune réclamation ne sera admise.

En cas de non-paiement des cotisations, la radiation de l'adhérent défaillant peut-être prononcée par le Conseil d'administration dans les formes prévues à l'article 9 des statuts de l'AMETRA06.

En cas de non-retour du bordereau de cotisation et des documents annexes, une procédure de relance sera appliquée ainsi qu'une facturation d'office sur la base du dernier effectif connu.

ARTICLE 10 - APPEL DE COTISATIONS

L'appel des cotisations peut être modulé en fonction tant des nécessités et du fonctionnement de l'AMETRA06 que des prestations fournies aux adhérents, sur décision du Conseil d'administration.

ARTICLE 11 - PRESTATIONS FOURNIES PAR LE SERVICE

Le médecin du travail est le conseiller de l'employeur, des travailleurs, des représentants du personnel et des services sociaux :

1- Conformément à l'article R. 4623-1 du Code du travail, le médecin du travail participe à la prévention des risques professionnels et à la protection de la santé des travailleurs notamment par :

- L'amélioration des conditions de vie et de travail dans l'entreprise.
- L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la santé physique et mentale, notamment en vue de préserver le maintien dans l'emploi.

- La protection des travailleurs contre l'ensemble des nuisances, et notamment contre les risques d'accident du travail ou d'utilisation des produits dangereux.
- L'hygiène générale de l'établissement.
- L'hygiène dans les services de restauration.
- La prévention et l'éducation sanitaires dans le cadre de l'établissement en rapport avec l'activité professionnelle.
- La construction ou les aménagements nouveaux.
- Les modifications apportées aux équipements.
- La mise en place ou la modification de l'organisation du travail de nuit.
- L'accompagnement en cas de réorganisation importante de l'entreprise.

2- Le médecin du travail conseille l'employeur notamment en participant à l'évaluation des risques dans le cadre de l'élaboration de la fiche d'entreprise et de son action sur le milieu du travail. Cette évaluation est réalisée conformément à la mission qui lui incombe (article L. 4622-3 du Code du travail). Il la conduit avec les autres membres de l'équipe pluridisciplinaire qu'il anime et coordonne.

3- Le médecin du travail décide du suivi de l'état de santé des travailleurs. Il réalise sa mission exclusivement préventive avec les professionnels de santé mentionnés au 1^{er} alinéa de l'article L. 4624-1 du Code du travail qui exercent dans le cadre de protocoles et sous son autorité.

4- Le médecin du travail contribue à la veille épidémiologique et à la traçabilité.

5- L'AMETRA06 organise le suivi individuel de l'état de santé des salariés, à savoir :

- Les visites d'information et de prévention d'embauche (art. R. 4624-10 et suivants du Code du travail).
- Le renouvellement de la visite d'information et de prévention (art. R. 4624-16 et suivants du Code du travail).
- L'adaptation du suivi individuel de l'état de santé (art. R. 4624-17 et suivants du Code du travail).
- Le suivi individuel renforcé (art. R. 4624-22 et suivants du Code du travail).
- Les visites de pré-reprise et de reprise du travail (art. R. 4624-29).
- Les visites à la demande de l'employeur, du travailleur ou du médecin du travail (art. R. 4624-34 du Code du travail).

Conformément aux articles R. 4624-35 et suivants du Code du travail, le médecin du travail peut prescrire des examens complémentaires nécessaires à la détermination de la compatibilité entre le poste de travail et l'état de santé, notamment au dépistage des affections comportant une contre-indication à ce poste de travail.

Le médecin du travail peut également prescrire des examens favorisant le dépistage de maladies à caractère professionnel et des maladies dangereuses pour l'entourage.

Ces examens sont à la charge du service de santé interentreprises.

En cas de désaccord entre l'employeur et le médecin du travail sur la nature et la fréquence de ces examens, la décision est prise par le médecin inspecteur du travail.

ARTICLE 12 - ACTIONS SUR LE MILIEU DE TRAVAIL

L'article R. 4624-1 du Code du travail définit les actions sur le milieu de travail s'inscrivant dans la mission des services de santé au travail, à savoir :

- 1- La visite des lieux de travail.
- 2- L'étude de postes en vue de l'amélioration des conditions de travail, de leur adaptation dans certaines situations ou du maintien dans l'emploi.
- 3- L'identification et l'analyse des risques professionnels.
- 4- L'élaboration et la mise à jour de la fiche d'entreprise.
- 5- La délivrance de conseils en matière d'organisation des secours et des services d'urgence.
- 6- La participation aux réunions du comité social et économique.
- 7- La réalisation de mesures météorologiques.
- 8- L'animation de campagnes d'information et de sensibilisation aux questions de santé publique en rapport avec l'activité professionnelle.
- 9- Les enquêtes épidémiologiques.
- 10- La formation aux risques spécifiques.

- 11-** L'étude de toute nouvelle technique de production.
- 12-** L'élaboration des actions de formation à la sécurité prévues à l'article L. 4141-2 et à celle des secouristes.

Ces missions sont menées par une équipe pluridisciplinaire de santé au travail sous la conduite du médecin du travail.

Pour que le médecin du travail exerce son action en milieu de travail, l'adhérent s'engage à permettre à l'équipe pluridisciplinaire ou toute autre personne intervenant dans le cadre de l'article L. 4644-1 du Code du travail d'accéder librement au lieu de travail. Il y réalise des visites soit à son initiative, soit à la demande de l'employeur, soit à la demande du CHSCT ou, à défaut, des délégués du personnel. En général, le médecin du travail informe le chef d'entreprise de son souhait de visiter l'entreprise et convient d'un rendez-vous avec lui ou son représentant. En application de l'article R. 4624-7 du Code du travail, le médecin du travail peut être amené à pratiquer ou faire pratiquer des prélèvements, analyses et mesures qu'il estime nécessaires à la prévention et à l'évaluation des risques professionnels.

Le médecin du travail est membre de droit du C.H.S.C.T. Il appartient à l'employeur de le convoquer en temps utile, de lui communiquer les ordres du jour et les comptes-rendus de réunion.

ARTICLE 13 - LIEUX DES EXAMENS CLINIQUES

Les différentes visites médicales ont lieu dans les centres médicaux de l'AMETRA06 ou dans les locaux adaptés que certaines entreprises adhérentes mettent à la disposition du service.

Elles peuvent également être effectuées dans les centres mobiles sous réserve d'avoir vérifié les conditions techniques et environnementales du stationnement du centre mobile et de sa disponibilité. La mise à disposition d'un centre mobile ne peut se faire que pour un minimum de 12 salariés convocables par demi-journée sur le même site.

ARTICLE 14 - DECLARATION DU PERSONNEL

L'adhérent est tenu d'adresser à l'AMETRA06, dès son adhésion, une liste complète du personnel occupé dans son ou ses établissements, avec l'indication du poste de travail ou de la fonction des intéressés, leur date de naissance et date d'entrée dans l'entreprise et leur catégorie professionnelle. Il doit notamment préciser les noms des salariés avec l'indication de l'âge et du poste affecté.

Il incombe à l'adhérent de faire connaître immédiatement à l'AMETRA06 les nouvelles embauches ainsi que les reprises du travail après une absence pour l'une des causes visées à l'article R. 4624-22 du Code du travail.

ARTICLE 15 - CONVOCATIONS

Dès lors que l'adhérent est en règle avec le service adhérents, son dossier est transmis à l'équipe médicale en charge de l'entreprise et de ses salariés afin d'organiser le suivi de l'état de santé des salariés et les relations avec l'entreprise.

1. Visites périodiques obligatoires : le service médical adresse à l'employeur la dernière liste connue du fichier informatique médical des salariés de l'entreprise. A réception, l'employeur corrige cette liste des nouveaux entrés et des sorties, précise la catégorie des salariés (S.I et S.I.R) et la retourne immédiatement à la secrétaire médicale. Cette dernière se mettra alors en relation avec l'employeur ou son représentant afin de planifier les visites médicales aux jours et heures qui perturbent le moins le bon fonctionnement de l'entreprise. Les convocations seront confirmées par écrit, sauf cas exceptionnel, au chef d'entreprise qui se chargera de transmettre l'information à ses salariés.

2. Visite après un arrêt de travail : l'employeur doit se mettre en relation avec la secrétaire médicale pour convenir d'un rendez-vous.

Ce rendez-vous sera obligatoirement nominatif.

3. Visites occasionnelles à la demande du salarié ou du chef d'entreprise : le demandeur suit la même procédure qu'après un arrêt de travail.

4. Visite d'embauche : l'employeur prend directement contact avec la secrétaire médicale pour fixer un rendez-vous qui sera lui aussi nominatif.

5. Visite de pré-reprise : à la demande du salarié, du médecin traitant ou du médecin conseil de la sécurité sociale pour les arrêts de travail de plus de trois mois, pour préparer une reprise d'activité.

Si les salariés se trouvent empêchés, les employeurs ont l'obligation d'en avertir le service, dès réception de la convocation et au plus tard 48 heures avant la date du rendez-vous par appel téléphonique précédant une notification écrite, de manière à ce qu'il puisse être pourvu immédiatement au remplacement des salariés excusés.

Tout empêchement qui n'aurait pas été signalé dans les formes indiquées ci-dessus, implique que l'adhérent renonce au bénéfice de la cotisation relative au(x) salarié(s) défaillant(s). Il sera perçu une pénalité de frais de re-convocation pour toute convocation ultérieure de ce(s) salarié(s).

ARTICLE 16 - VISITE OBLIGATOIRE

Il appartient à tout adhérent, dont la responsabilité civile et (ou) pénale peut être engagée, de rappeler à son personnel le caractère obligatoire des visites d'information et de prévention et des examens médicaux. Le refus opposé à l'une des convocations ne dispense pas l'adhérent de faire figurer sur la liste des effectifs adressée au service le nom du salarié qui sera convoqué aux examens ultérieurs.

ARTICLE 17 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est administrée par un Conseil paritaire, conformément aux statuts et à la réglementation en vigueur. Le nombre d'administrateurs, issus des entreprises adhérentes situées sur son territoire de compétence, est fixé à :

- 8 représentants des employeurs.
- 8 représentants des salariés.

Les représentants des employeurs : avant l'Assemblée générale ordinaire au cours de laquelle sont élus les administrateurs, les candidatures des représentants employeurs sont adressées par lettre AR au Président de l'AMETRA06 qui les soumet pour avis aux organisations professionnelles d'employeurs représentatives au plan national interprofessionnel ou professionnel. Les représentants des salariés : ils sont désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel, répartis comme suit – 2 membres pour la C.G.T. – 2 membres pour la C.F.D.T. - 2 membres pour F.O. - 1 membre pour la C.F.T.C. et 1 membre pour la C.F.E. - C.G.C.

Les délégués des médecins assistent à ladite réunion avec voix consultative à raison d'un titulaire et d'un suppléant par secteur, dans la limite de 4 titulaires et de 4 suppléants.

ARTICLE 18 - COMMISSION DE CONTROLE

La Commission de contrôle comprend 9 membres au moins et 21 membres au plus, issus des entreprises adhérentes au service de santé au travail - article D. 4622-33 du Code du travail.

La Commission de contrôle est constituée puis renouvelée à la diligence du Président du service de santé au travail – article D. 4622-34 et suivants du Code du travail.

La commission de contrôle comprend 15 membres.

Ces membres sont issus des entreprises adhérentes à raison d'un tiers de représentants des employeurs (soit 5 membres) et de deux tiers (soit 10 membres) de représentants des salariés.

Les représentants des salariés sont désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel.

Les représentants des employeurs sont désignés par les entreprises adhérentes après avis des organisations syndicales représentatives au plan national ou interprofessionnel.

Son président est élu parmi les représentants des salariés à la majorité des voix exprimées par les membres composant la commission, chaque membre disposant d'une voix et des voix des membres qu'il représente dans la limite d'un pouvoir par membre.

La fonction de trésorier du Conseil d'administration est incompatible avec celle de président de la Commission de contrôle. Son secrétaire est désigné

parmi les membres employeurs par les représentants des employeurs. La répartition des sièges pour les représentants des employeurs et les représentants des salariés fait l'objet d'un accord entre le président et les organisations professionnelles d'employeurs représentatives au plan national interprofessionnel ou professionnel et d'un accord entre le président et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel intéressées.

Il est convenu, avec l'ensemble des représentants des salariés désignés et mandatés par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, la répartition des sièges suivante :

- 2 sièges pour FO.
- 2 sièges pour la CFDT.
- 2 sièges pour la CFTC.
- 2 sièges pour la CFE/CGC.
- 2 sièges pour la CGT.

La composition de la Commission de contrôle ainsi que toute modification intervenant dans cette composition sont communiquées, dans le délai d'un mois, à la DIRECCTE.

ARTICLE 19 - REGLEMENT INTERIEUR

La Commission de contrôle élabore son règlement intérieur qui précise notamment :

- Le nombre de réunions annuelles.
- La possibilité et les modalités de réunions extraordinaires.
- Les modalités selon lesquelles les représentants des employeurs désignent parmi eux le secrétaire de la commission.

ARTICLE 20 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des réunions de la Commission de contrôle est arrêté par le président et le secrétaire de la commission.

Il est transmis par le président aux membres de la commission au moins 15 jours avant la date de la réunion accompagné des documents correspondants. Ce délai est ramené à 10 jours en cas de mise à pied d'un médecin du travail dans le cadre de la procédure prévue au 4^{ème} alinéa de l'article R. 4623-20 du Code du travail. L'ordre du jour est communiqué dans les mêmes conditions à la DIRECCTE. Le procès-verbal de chaque réunion, cosigné par le président et le secrétaire de la commission, est tenu à la disposition du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail de la DIRECCTE dans le délai d'un mois à compter de la date de la réunion.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION DES MEDECINS

En application de l'article R. 4623-16 du Code du travail, lorsque devront être débattues, lors d'une réunion de la Commission de contrôle ou d'un Conseil d'administration, des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du service médical, les délégués des médecins de l'AMETRA06 en seront avisés dans les mêmes formes que les membres de la Commission de contrôle. Les délégués des médecins assistent à ladite réunion avec voix consultative à raison d'un titulaire et d'un suppléant par secteur, dans la limite de 4 titulaires et de 4 suppléants. La durée du mandat des délégués est de trois ans. L'employeur ou le Président du service de santé au travail organise l'élection.

ARTICLE 22 - COMMISSION MEDICO-TECHNIQUE

Conformément aux articles L. 4622-13 et L. 4622-14 du Code du travail, la Commission médico-technique a pour mission de formuler des propositions relatives aux priorités du service et aux actions à caractère pluridisciplinaire conduites par ses membres.

Au sein de la Commission médico-technique, est élaboré le projet pluriannuel de service qui définit les priorités d'action du service et qui s'inscrit dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens prévus à l'article L. 4622-10.

Le projet est soumis à l'approbation du Conseil d'administration.

La Commission médico-technique est informée de la mise en oeuvre des priorités du service et des actions à caractère pluridisciplinaire.

Elle est en outre consultée sur les questions relatives :

- A la mise en œuvre des compétences pluridisciplinaires au sein du service de santé au travail.
- A l'équipement du service.
- A l'organisation des actions en milieu de travail, des examens médicaux et des entretiens infirmiers.
- A l'organisation d'enquêtes et de campagnes.
- Aux modalités de participation à la veille sanitaire.

Elle peut également être consultée sur toute question relevant de sa compétence.

La Commission médico-technique est constituée à la diligence du Président.

Elle est composée :

- Du président du service de santé au travail.
- Du directeur du service de santé au travail.
- Des médecins du travail ou de leurs délégués.
- Des intervenants en prévention des risques professionnels ou de leurs délégués.
- Des infirmiers ou de leurs délégués.
- Des assistants de services de santé au travail ou de leurs délégués.
- Des professionnels recrutés après avis des médecins du travail ou de leurs délégués.

La Commission médico-technique se réunit au moins trois fois par an.

Elle établit son règlement intérieur.

Elle communique ses conclusions au Conseil d'administration et les tient à la disposition du médecin inspecteur du travail. Elle présente chaque année à ces instances l'état de ses réflexions et travaux.

ARTICLE 23 - CONVENTIONS REGLEMENTÉES

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre le service de santé au travail et son président, son directeur ou l'un de ses administrateurs doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées au premier alinéa est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre le service de santé au travail et une entreprise si le président, le directeur ou l'un des administrateurs du service de santé au travail est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Lorsque les trois premiers alinéas sont applicables au Président du service de santé au travail ou à l'un de ses administrateurs, il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Lorsque les conventions portent sur des opérations courantes ou conclues à des conditions usuelles, elles font uniquement l'objet d'une communication au président et aux membres du Conseil d'administration.

ARTICLE 24 - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le présent Règlement Intérieur pourra être modifié par le Conseil d'administration statuant à la majorité simple.

**Règlement intérieur approuvé par le Conseil d'administration,
le 28 juin 2018.**

Fait à NICE, le 28 juin 2018.
La Présidente du Conseil d'Administration
Catherine BARAVALLE



STATUTS



APPROUVES EN ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 12 JUIN 2012

TITRE I - FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - Constitution

Il est fondé entre les entreprises et personnes physiques ou morales qui adhèrent aux présents Statuts et ceux qui y adhéreront ultérieurement, une Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 modifiée et ses textes d'application.

ARTICLE 2 - Dénomination

L'Association a pour dénomination :

SERVICE DE SANTE AU TRAVAIL DES ALPES-MARITIMES, elle pourra être habituellement désignée par le sigle : **AMETRA06**.

ARTICLE 3 - Objet

L'Association, en tant que service de santé au travail interentreprises, a pour mission exclusive d'éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail. A cette fin, elle conduit les actions de santé au travail dans le but de préserver la santé physique et mentale des travailleurs tout au long de leur parcours professionnel ; de conseiller les employeurs, les travailleurs et leurs représentants sur les dispositions et mesures nécessaires afin d'éviter ou de diminuer les risques professionnels, d'améliorer les conditions de travail, de prévenir la consommation d'alcool et de drogue sur le lieu de travail, de prévenir ou de réduire la pénibilité au travail et la désinsertion professionnelle, et de contribuer au maintien dans l'emploi des travailleurs ; assure la surveillance de l'état de santé des travailleurs en fonction des risques concernant leur sécurité et leur santé au travail, de la pénibilité au travail et de leur âge, et participe au suivi et contribue à la traçabilité des expositions professionnelles et à la veille sanitaire. L'Association peut, d'une part, notamment favoriser, grouper, gérer toutes institutions et organismes répondant aux dispositions légales et réglementaires, dont les lois du 11 octobre 1946 et du 20 juillet 2011, et de tout texte modificatif nouveau qui pourrait venir les préciser ou les substituer et d'autre part, exercer des activités de prévention des risques dans le cadre d'équipes pluridisciplinaires ainsi que des actions redéployées sur le milieu du travail. L'Association AMETRA06 est organisée conformément aux articles L.4621-1 et suivants du Code du travail et aux textes qui les complètent ou les modifient. Conformément à l'article D.4622-15 du Code du travail, l'Association est dotée d'une personnalité civile indépendante de celle de tout autre groupement et d'une stricte autonomie financière.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège de l'Association est fixé à NICE. Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du Conseil d'Administration. Dans son ressort géographique, l'Association peut, sous réserve de l'accomplissement des formalités requises, créer des centres locaux de Santé au Travail répondant à des besoins déterminés des entreprises adhérentes.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de l'Association est illimitée.

TITRE II - COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 6 - Qualité de membre

L'Association se compose de plusieurs catégories de membres.

Les Membres de droit : les personnes physiques ou morales, les établissements industriels et commerciaux, les collectivités relevant de la médecine de prévention dès lors que la réglementation le leur permet, les employeurs susceptibles de faire bénéficier leur personnel de la Santé au

Travail, définie au titre II du livre VI (Quatrième Partie) et à l'article R 4623-1 du Code du travail, compris dans le ressort géographique et professionnel du service médical interentreprises. Les membres de droit versent à l'Association un droit d'entrée et une cotisation annuelle dont le montant est déterminé par le Conseil d'Administration. L'adhésion est donnée sans limitation de durée.

Les Membres d'honneur : les personnes qui ont rendu des services spécifiques à l'Association et lui ont fait bénéficier de sa renommée professionnelle et de sa notoriété dans les domaines d'intervention de l'Association, tels que définis à l'article 3. Les membres d'honneurs sont dispensés du versement du droit d'entrée et de la cotisation annuelle.

Le titre de «Membre d'honneur» ne confère pas le droit de vote en Assemblée Générale.

ARTICLE 7 - Personnes morales

Toute personne morale devenant membre de l'Association est tenue de désigner, lors de son admission, un représentant à l'Association qui doit obligatoirement être une personne physique et de prévenir le Conseil d'Administration de tout changement éventuel concernant cette désignation. Le représentant de la personne morale, membre de l'Association, doit être agréé par le Conseil d'Administration de la même façon que s'il devenait membre à titre personnel, dans les conditions précisées à l'article 9 ci-après. Le nombre de représentant d'une même personne morale est limité à un. Le représentant d'une personne morale, membre de l'Association, ne peut être simultanément membre de celle-ci à titre personnel, dans quelle que catégorie et quel que titre que ce soit. Dans toute délibération, le représentant d'une personne morale membre de l'Association peut désigner un mandataire spécial, en vue d'une délibération particulière ou déléguer un représentant à titre provisoire pour une durée ne pouvant excéder 12 mois. Ce mandataire spécial ou représentant délégué à titre provisoire ne peut disposer que d'une seule voix.

ARTICLE 8 - Responsabilité des membres de l'Association et des membres du Conseil d'Administration

Le patrimoine de l'Association répond seul des engagements contractés en son nom, sans que les membres de l'Association ou du Conseil d'Administration ne puissent être tenus personnellement responsables de ces engagements, sous réserve de l'application éventuelle des dispositions légales relatives aux procédures collectives.

ARTICLE 9 - Admission et radiation des membres

Admission : l'admission de tout nouveau membre est subordonnée au respect des conditions applicables à chaque catégorie, selon les termes définis à l'article 6. A l'exception des membres de droit, tout nouveau membre doit être agréé par le Conseil d'Administration dans les conditions définies au Règlement Intérieur. Il doit accepter les présents Statuts et le Règlement Intérieur.

Les demandes d'admission doivent être formulées par écrit au Président du Conseil d'Administration.

Il s'engage à payer les droits et cotisations dont les montants sont fixés chaque année conformément aux dispositions des présents Statuts et du Règlement Intérieur. Le refus d'agrément n'a pas à être motivé.

Radiation : la qualité de membre de l'Association se perd par :

- La démission notifiée au Président de l'Association par lettre recommandée avec avis de réception, dans les conditions précisées au Règlement Intérieur. Elle prend effet au 1^{er} janvier de l'exercice suivant la date d'expiration du préavis.

- Le décès pour les personnes physiques ou par la dissolution, pour lesquelles que causes que ce soit, pour les personnes morales.

- La perte de statut d'employeur.

■ La radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour défaut de paiement de la cotisation annuelle, 6 mois après son échéance ou pour tout autre motif grave, l'intéressé ayant été préalablement invité à présenter sa défense. Le Conseil d'Administration statue aux conditions de majorité prévues au Règlement Intérieur en fonction de la catégorie à laquelle appartient le membre dont l'exclusion est requise.

■ En cas de radiation, comme pour une démission, les cotisations restent dues pour l'année civile entamée ; il n'est fait aucun remboursement sur la cotisation de la période en cours.

TITRE III - RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 10 - Ressources

Les ressources de l'Association sont notamment constituées :

■ Des cotisations annuelles et des droits d'entrée fixés par le Conseil d'Administration et ratifiés annuellement par l'Assemblée Générale pour chaque catégorie d'adhérents et payables selon les modalités arrêtées par le Règlement Intérieur de l'Association.

■ Du remboursement des dépenses exposées par le Service notamment pour examens, enquêtes, études spéciales occasionnées par les besoins des adhérents non prévues, comme une contrepartie mutualisée à l'adhésion dans le Règlement Intérieur.

■ Des subventions qui pourront lui être accordées.

■ Du revenu des biens et de toutes autres ressources autorisées par la loi.

■ Des éventuels frais et pénalités visés par le Règlement Intérieur.

Un rapport comptable d'entreprise, certifié par un Commissaire aux comptes, est mis à disposition au plus tard avant la fin du premier semestre suivant l'exercice considéré.

TITRE IV - CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 11 - Composition

1. L'Association est administrée paritairement par un Conseil d'Administration de 16 membres répartis pour moitié entre les représentants des employeurs et les représentants des salariés, à savoir :

a) 8 représentants des employeurs désignés par les entreprises adhérentes après avis des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au plan national interprofessionnel ou professionnel ;

b) 8 représentants des salariés des entreprises adhérentes, désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel.

Le Président, qui dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix, est élu parmi les représentants mentionnés à l'article 11 (a).

Le Trésorier est élu parmi les représentants mentionnés à l'article 11 (b).

2. La durée des fonctions des membres du Conseil d'Administration est fixée à 4 années ; chaque année s'étendant de la période comprise entre deux Assemblées Générales Annuelles. Les fonctions de membre du Conseil d'Administration prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé tenue dans l'année au cours de laquelle le membre du Conseil d'Administration a été nommé.

3. En cas de vacances, le Conseil d'Administration procède au remplacement de ses membres employeurs. En conséquence, en cas de vacances d'un ou plusieurs postes de membres élus du Conseil d'Administration, dans l'intervalle de deux Assemblées Générales Ordinaires Annuelles, soit par suite de décès ou de démission, soit encore du fait de la perte de la qualité au titre de laquelle le membre du Conseil d'Administration avait été nommé, le Conseil d'Administration pourra pourvoir à leur remplacement en procédant à une ou plusieurs nominations à titre provisoire. En cas de départ d'un membre salarié, l'organisation syndicale concernée est invitée à pourvoir à son remplacement dans un délai de 6 mois. Passé ce délai, l'organisation syndicale ne pourra arguer de nullité du fait de son absence, contre les délibérations du Conseil d'Administration. Les nominations à titre provisoire sont obligatoires lorsque le Conseil d'Administration est réduit à moins de 8 (huit) élus. Ces nominations provisoires sont soumises à la ratification de la plus proche Assemblée Générale Ordinaire. Les membres élus du Conseil d'Administration cooptés ne

demeurent en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs. A défaut de ratification, les délibérations et les actes accomplis par le Conseil d'Administration depuis la ou les nominations à titre provisoire n'en demeureront pas moins valables.

4. Le mandat de membre du Conseil d'Administration prend fin dans les cas suivants et par :

■ L'arrivée du terme, à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

■ La démission du poste d'administrateur notifiée par écrit au Président.

■ La perte du mandat notifiée au Président par l'organisation syndicale concernée.

■ La perte du statut d'employeur ou de membre de syndicat professionnel ou patronal dont il est salarié.

■ La perte de statut de salarié de l'adhérent.

■ La révocation prononcée par l'Assemblée Générale, ladite révocation pouvant intervenir sur incident de séance.

5. Tout membre du Conseil d'Administration qui n'aura pas assisté à 4 réunions consécutives sera réputé démissionnaire.

6. Les fonctions de membres de Conseil d'Administration sont gratuites.

Les membres du Conseil d'Administration ont néanmoins droit au remboursement des frais engagés au titre de l'exercice desdites fonctions sur présentation de justificatifs. Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue d'en informer le bureau de l'Association.

ARTICLE 12 - Réunions et délibérations du Conseil d'Administration

1. Le Conseil d'Administration se réunit au siège de l'Association ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation :

■ Sur convocation de son Président, chaque fois que celui-ci le juge utile, dans l'intérêt de l'Association et au moins 3 fois par an.

■ Si la réunion est demandée par au moins la moitié des membres du Conseil d'Administration, sur convocation de son Président.

Les convocations sont adressées 8 jours au moins avant la date prévue de la réunion, par lettre simple et courrier électronique. L'ordre du jour de la réunion est arrêté par le Président du Conseil d'Administration ou par les membres du Conseil d'Administration qui ont demandé la réunion.

2. La présence effective ou la représentation de la majorité des membres du Conseil d'Administration en exercice est nécessaire pour la validité des délibérations. Tout membre du Conseil d'Administration absent ou empêché peut donner à un autre administrateur le mandat de le représenter. Le nombre de pouvoir pouvant être détenu par une même personne est limité à 1.

3. Assistent également, le Directeur du SSTI (sauf point à l'ordre du jour le concernant directement), des représentants des médecins du travail (conformément à la réglementation en vigueur) et, le cas échéant, des autres membres de l'équipe pluridisciplinaire, avec voix consultative, au Conseil d'Administration dans les conditions prévues par le Règlement Intérieur.

4. Les délibérations du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple des membres présents. Le vote par procuration est interdit.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Le Conseil d'Administration peut inviter à participer à ses travaux, sans voix consultative, toute personne manifestant un intérêt particulier pour l'Association.

5. Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès verbaux signés par le Président et le Secrétaire qui peuvent, ensemble ou séparément, en délivrer des copies ou des extraits.

6. Un compte-rendu de chaque réunion du Conseil d'Administration est tenu à la disposition de la DIRECCTE.

ARTICLE 13 - Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'Association, dans les limites de son objet et sous réserve des pouvoirs de l'Assemblée Générale. Il prend notamment toutes décisions relatives à la gestion et à la conservation du patrimoine de l'Association et à l'emploi des fonds, à la prise du bail des locaux nécessaires à la réalisation de l'objet de l'Association et à la gestion du personnel. Il autorise le Président à ester en justice. Le Conseil d'Administration définit les principales orientations de l'Association. Il arrête le budget et les comptes annuels de l'Association.

Il détermine le montant des droits d'entrée et des cotisations annuelles, il établit le Règlement Intérieur pour l'application des présents Statuts.

ARTICLE 14 - Bureau du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration élit parmi les membres employeurs : un Président, deux Vice-Présidents, un Secrétaire. Un Trésorier est choisi parmi les membres salariés. Le cas échéant, des adjoints peuvent assister le secrétaire et le trésorier.

1. Les membres du Bureau sont élus pour une durée de quatre ans et sont élus lors de chaque renouvellement du Conseil d'Administration.

Les membres du Bureau sont élus au cours d'une réunion spéciale du Conseil d'Administration qui se tient après l'Assemblée Générale ayant procédé au renouvellement des membres sortants ou, en tous les cas, dans les quinze jours qui suivent. En cas de pluralité de candidatures pour les fonctions de Trésorier et de Président ou de Vice-Président par délégation et d'égalité de voix, le poste est attribué au plus âgé des candidats.

2. Les membres du Bureau peuvent être révoqués à tout moment et sans condition par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 15 - Attributions du Bureau et de ses membres

1. Le Bureau assure la gestion courante de l'Association et l'exécution des décisions du Conseil d'Administration. Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'Association l'exige sur convocation du Président. Le Président, les Vice-Présidents et le Secrétaire sont également Président, Vice-Présidents et Secrétaire de l'Assemblée Générale. Les fonctions de membres du Bureau ne sont pas rémunérées. Les membres du Bureau ont, toutefois, droit au remboursement des frais engagés dans le cadre de l'exercice desdites fonctions sur présentation de justificatifs.

2. Le Trésorier suit les comptes pour l'exécution du budget et présente un rapport à destination du Conseil d'Administration sur la situation financière de l'Association, la fixation des cotisations et autres ressources, le recouvrement des droits et cotisations. Il présente à l'Assemblée Générale les comptes arrêtés par le Conseil d'Administration. Le Trésorier a un devoir d'alerte du Conseil d'Administration en cas de menace pesant sur la capacité financière de l'Association à faire face à ses engagements. Il exerce ses fonctions aux côtés du Président, de l'Expert-comptable et du Commissaire aux comptes de l'Association, sans interférer dans leur propre mission. La fonction de Trésorier au Conseil d'Administration est incompatible avec celle de Président de la Commission de Contrôle.

3. Le Président représente seul l'Association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il a qualité pour ester en justice au nom de l'Association. Il exécute les décisions du Conseil d'Administration et assure le bon fonctionnement de l'Association. Avec l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, le Président peut déléguer partiellement ses pouvoirs, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs mandataires de son choix, membres ou non du Conseil d'Administration. Le Président, qui dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix, préside les réunions des différentes instances de l'Association dont il est membre, à l'exception de la Commission de Contrôle. Le Président ne peut, sans l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, entreprendre ou déléguer les actions suivantes :

- Engager toute dépense supérieure à 50 000 €.
- Aliéner, sous quelle que forme que ce soit, les biens immobiliers de l'Association.

■ Consentir à toute sûreté ou affecter les actifs de l'Association en garantie des engagements d'un tiers.

4. Le Vice-Président assiste le Président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

5. Le Secrétaire est chargé des convocations. Il établit ou fait établir les procès-verbaux des réunions du Bureau, du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. Il tient le registre prévu par l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

ARTICLE 16 - Constitution du Comité de Direction

Le Conseil d'Administration peut constituer un Comité de Direction auquel il confère les attributions qu'il détermine. Le Comité de Direction rend compte au Conseil d'Administration de l'exécution de la mission qui lui est confiée.

Le Conseil d'Administration détermine le nombre de membres siégeant au Comité de Direction. Les membres du Comité de Direction sont choisis parmi les membres du Conseil d'Administration en fonction.

ARTICLE 17 - Direction Permanente du Service

Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration nomme un Directeur, salarié de l'Association, chargé de diriger le Service. Le Président fixe l'étendue des pouvoirs du Directeur par délégation et en informe le Conseil qui fournit les moyens nécessaires à cette délégation. Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration décide également du recrutement d'un Sous-Directeur ou Cadre de Gestion, appelé à seconder le Directeur du Service.

Les conditions d'emploi et les délégations de pouvoirs du Directeur ou de ses adjoints sont fixées par le Bureau du Conseil d'Administration. Le Directeur met notamment en oeuvre, sous l'autorité du Président, les décisions du Conseil d'Administration dans le cadre du projet de service pluriannuel. Il rend compte de son action au Président et au Conseil d'Administration.

TITRE V - ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 18 - Règles communes à toutes les Assemblées Générales

1. Les Assemblées Générales comprennent tous les membres de droit de l'Association à jour du paiement de leurs cotisations à la date de la réunion. Chaque membre peut se faire représenter par un autre membre de l'Association muni d'un pouvoir spécial ; la représentation par toute autre personne est interdite. Les pouvoirs des représentants adressés à l'Association au nom du Président ou sans indication de nom de mandataire sont distribués par le Président du Conseil d'Administration en entrée en séance dans la limite du nombre de pouvoir définie à l'alinéa suivant. Le vote par correspondance est interdit.

2. Chaque membre de l'Association dispose d'une voix et des voix des membres qu'il représente, dans la limite de 3 pouvoirs par membre de l'Assemblée.

3. Les Assemblées sont convoquées à l'initiative du Conseil d'Administration. La convocation, contenant l'ordre du jour arrêté par le Conseil d'Administration, est effectuée par voie de presse, ou par l'envoi d'une lettre ordinaire à chacun des adhérents ou par tout autre mode permettant d'atteindre l'ensemble des adhérents, 15 jours à l'avance. L'auteur de la convocation est tenu d'inscrire à l'ordre du jour les propositions émanant de 50% au moins des membres de l'Association, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent et qui lui auront été communiquées au moins 15 jours avant la date de réunion de l'Assemblée. L'Assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour, à l'exception de la révocation des membres du Conseil d'Administration.

4. Les Assemblées Générales se réunissent au siège social ou en tout autre lieu fixé par la convocation.

5. Les Assemblées sont ordinaires ou à majorité particulière. Les Assemblées à majorité particulière sont seules habilitées à modifier les statuts de l'Association.

6. L'Assemblée est présidée par le Président ou en cas d'empêchement par un Vice-Président, ou à défaut, par la personne désignée par l'Assemblée.

7. Il est établi une feuille de présence émarginée par les membres de l'Assemblée en entrant en séance et certifiée par le Président et le Secrétaire de l'Assemblée.

8. Les décisions des Assemblées, valablement adoptées, s'imposent à tous les membres, même empêchés ou absents, ou ayant voté dans un sens défavorable aux décisions adoptées.

9. Les délibérations des Assemblées sont constatées sur des procès-verbaux contenant le résumé des débats, le texte des délibérations et le résultat des votes. Ils sont signés par le Président et le Secrétaire et retranscrits. Une copie du procès verbal, du rapport annuel et des comptes est tenue à la disposition de tous les membres de l'Association.

ARTICLE 19 - Assemblées Générales Ordinaires

1. L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit au moins une fois par an, en vue de l'approbation des comptes, dans les six mois de la clôture de l'exercice. Elle peut également être convoquée à titre extraordinaire par le Président du Conseil d'Administration chaque fois qu'il le juge utile.
2. L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle entend les rapports du Conseil d'Administration sur la gestion, les activités de l'Association ainsi que le rapport financier. Elle entend également le rapport du Commissaire aux comptes. L'Assemblée Générale Ordinaire approuve ou redresse les comptes de l'exercice et donne quitus aux membres du Conseil d'Administration. Elle procède à l'élection ou au renouvellement des membres du Conseil d'Administration et ratifie les nominations effectuées à titre provisoire. Elle autorise la conclusion des actes ou opérations qui excèdent les pouvoirs du Conseil d'Administration.
3. L'Assemblée Générale Ordinaire délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Le vote a lieu à main levée ou à bulletin secret si un quart des membres présents en fait la demande avant l'ouverture du vote.

ARTICLE 20 - Assemblées Générales Extraordinaires

1. L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour modifier les Statuts, prononcer la dissolution de l'Association, statuer sur la dévolution de ses biens ou décider de sa fusion avec d'autres associations. D'une façon générale, elle est compétente pour délibérer sur toute décision de nature à mettre en cause l'existence de l'Association ou de porter atteinte à son objet.
2. L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si le tiers au moins des membres de l'Association est présent ou représenté. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée, avec le même ordre du jour, dans un délai de 15 jours. Lors de cette deuxième réunion, l'Assemblée délibère valablement à la majorité des voix, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

TITRE VI - COMPTES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 21 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 22 - Comptabilité - Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des activités et opérations annuelles de l'Association, conformément aux normes édictées par le plan comptable général et aux règles et pratiques applicables aux comptabilités commerciales. Il est établi chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe.

Les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion du Conseil d'Administration et le rapport du Commissaire aux comptes sont tenus à la disposition de tous les membres de l'Association, 15 jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Fonds de réserve : il pourra être constitué, sur simple décision de l'Assemblée Générale Ordinaire, un fonds de réserve comprenant l'excédent des recettes annuelles. Ce fonds sera alors employé en priorité à l'acquisition du matériel nécessaire à l'exercice des activités de l'Association, au paiement du prix d'acquisition des immeubles ou à la réalisation d'installations, aménagements, etc. Les sommes constituant ce fonds pourront également être placées en valeurs mobilières au nom de l'Association sur décision du Conseil d'Administration.

Rapport comptable : un rapport comptable d'entreprise, certifié par un Commissaire aux comptes, est versé au plus tard avant la fin du premier semestre suivant l'exercice considéré.

ARTICLE 23 - Commissaires aux comptes

Afin de répondre aux exigences légales, la nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire. Le Commissaire aux comptes titulaire exerce sa mission de contrôle dans les conditions définies par la loi et celles prévues par les normes et règles de sa

profession. Il est nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Association, sur proposition du Conseil d'Administration.

TITRE VII - SURVEILLANCE DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 24 - Commission de Contrôle

L'organisation et la gestion de l'Association sont placées sous la surveillance d'une Commission de Contrôle composée d'un tiers de représentants employeurs et de deux tiers de représentants des salariés, désignés pour quatre ans dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et selon la répartition prévue par le Règlement Intérieur de l'Association. Le Président de la Commission de Contrôle est élu parmi les représentants des salariés. Le Secrétaire est élu parmi les membres employeurs. Les modalités d'élection sont précisées dans le Règlement Intérieur de la Commission. Des représentants des médecins du travail assistent, avec voix consultative, à la Commission de Contrôle dans les conditions prévues par les textes applicables en vigueur. Les règles de fonctionnement et les attributions de la Commission de Contrôle sont précisées dans le Règlement Intérieur qu'elle élabore.

TITRE VIII - DISSOLUTION

ARTICLE 25 - Dissolution - Liquidation

L'Assemblée Générale Extraordinaire, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la moitié de ses adhérents en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. Dans tous les cas, la dissolution ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. En cas de dissolution volontaire ou prononcée en justice, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs Commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net, conformément à la loi, à une ou plusieurs Associations. En aucun cas, les membres de l'Association ne peuvent se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'Association. Lors de la clôture de la liquidation, l'Assemblée Générale Extraordinaire se prononce sur la dévolution de l'actif net. Dans le cas de biens acquis à l'aide de subventions allouées par l'Etat, la dévolution de ces biens devra recevoir l'autorisation du Ministre qui a accordé la subvention.

TITRE IX - REGLEMENT INTERIEUR - FORMALITES

ARTICLE 26 - Règlement Intérieur

Les dispositions des présents Statuts sont complétées par un Règlement Intérieur ayant pour objet de fixer les divers points non prévus par les Statuts, notamment ceux qui ont trait au fonctionnement de l'Association. Le Règlement Intérieur est modifié chaque année par le Conseil d'Administration qui vote le montant des cotisations de l'année suivante.

Il constitue l'indispensable complément aux Statuts ayant la même force que ceux-ci et devant être exécuté comme tel par chaque membre de l'Association.

ARTICLE 27 - Formalités

Le Conseil d'Administration accomplira les formalités de déclaration et de publicité requises par la loi et les règlements en vigueur. Toutes modifications statutaires doivent être portées à la connaissance du Préfet, du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, dans les trois mois où ils sont devenus définitifs. Le Président fait connaître à la DIRECCTE, dans les trois mois, toute modification apportée aux présents Statuts.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 18/11/2019
Numéro : CC_2019_173
Nature : DE - Deliberations
Objet : Médecine du travail pour les salariés de droit privé Régie eau potable et Régie assainissement des eaux usées - Convention
Matière : 4.2 - Personnel contractuel
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : YAlkAPn

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 02/12/2019
Identifiant : 006-240600585-20191118-CC_2019_173-DE

Acte reçu

Date : 18/11/2019
Numéro interne : CC_2019_173
Code nature : 1
Code matière 1 : 4
Code matière 2 : 2
Objet : Médecine du travail pour les salariés de droit privé Régie eau potable et Régie assainissement des eaux usées - Convention
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20191118-CC_2019_173-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_173-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_173-DE-1-1_3.PDF

N